

Le mpox en RDC : l'épidémie prend de l'ampleur

Plus de 14 000 cas et 511 morts sont recensés depuis janvier. L'OMS a convoqué un comité d'urgence

L'épidémie de mpox (anciennement monkeypox, la variole du singe) qui sévit depuis plus de deux ans en République démocratique du Congo (RDC) inquiète les autorités internationales. Une nouvelle souche du virus (qualifiée de « clade »), considérée comme plus mortelle, a été identifiée pour la première fois dans plusieurs pays voisins de la RDC jusque-là épargnés par la maladie.

Une létalité et une diffusion qui ont poussé le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mercredi 7 août, à convoquer un comité d'urgence pour déterminer si la situation relève ou non d'une urgence de santé publique de portée internationale, c'est-à-dire le plus haut niveau d'alerte sanitaire de l'organisation. C'est à Tedros Adhanom Ghebreyesus que reviendra en dernière instance le choix de déclarer l'urgence, sur les conseils d'un comité d'experts qui se réunira, selon lui, « dès que possible ».

L'OMS souhaite ainsi donner un coup d'accélérateur à la mobilisation nationale et internationale contre la diffusion de l'épidémie. « L'urgence de santé publique de portée internationale permet de donner plus de moyens humains, financiers et logistiques et ainsi diminuer le risque de dissémination, en particulier dans les populations à risque », souligne Antoine Gessain, responsable de l'unité d'épidémiologie et physiopathologie des virus oncogènes à l'Institut Pasteur.

Une telle décision pourrait notamment aider l'organisation onusienne à prioriser davantage ses moyens contre le mpox, dans un budget assez contraint, voté tous les ans par les Etats membres.

C'est le seul instrument dont elle dispose pour mobiliser tous les pays. « Nous ne voulons pas que le monde reste assis à regarder et à attendre jusqu'à ce que le moment soit venu de déclencher une action ; le moment est venu », a plaidé Maria Van Kerkhove, responsable à l'OMS de la préparation aux épidémies et pandémies, insistant sur le fait que « ces agents pathogènes ne respectent pas les frontières ».

Fièvre, éruptions cutanées

De son côté, l'agence de santé de l'Union africaine, Africa CDC, a annoncé jeudi qu'elle allait « probablement » déclarer dans la semaine du lundi 12 août « une urgence de santé publique », afin de débloquer des fonds et d'avoir une réponse continentale – une première depuis sa création, en 2023.

Depuis les années 1970, la RDC doit faire face à des vagues épidémiques de mpox, une maladie qui se caractérise par de la fièvre, des ganglions et des éruptions cutanées à l'issue parfois mortelle, notamment parmi les plus vulnérables, comme les enfants souffrant de malnutrition, ou les personnes avec un système immunitaire affaibli. C'est le clade 1 qui circule dans le pays, considéré comme plus mortel que celui prédominant chez des voisins comme le Nigeria – le clade 2, à l'origine de l'épidémie de 2022. Si le taux de létalité du premier est estimé à 3 %, celui du second a été évalué à 0,2 %. Les moins de 15 ans comptent pour 85 % des décès, souvent en raison de surinfections bactériennes ; ils ne représentent pourtant que 68 % des cas.

L'épidémie en cours en RDC s'est accélérée depuis le début de l'année : plus de 14 000 cas et 511 morts

ont été enregistrés, soit le double de ceux identifiés à la même période en 2023. Au cours des dernières semaines, au moins 50 cas ont par ailleurs été détectés dans quatre pays voisins de la RDC qui n'en avaient jamais signalé auparavant : le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. A l'origine des cas dans ces trois derniers pays, un nouveau venu dans la galaxie mpox : le clade 1b.

Si jusque-là le clade 1 se transmettait quasi exclusivement par contact avec un animal, provoquant des petits foyers intrafamiliaux dans les zones reculées du pays, le nouveau clade 1b a démontré une forte capacité à se transmettre entre humains, notamment par des rapports sexuels. Une particularité qui n'est pas sans rappeler le mode de diffusion dominant dans l'épidémie de 2022.

Ce nouveau clade a été identifié pour la première fois en septembre 2023 dans la région de Kamituga, une ville minière du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC. Là, des chercheurs de l'Institut national de recherche biomédicale de Kinshasa ont étudié plusieurs centai-

nes de cas faisant émerger des profils très inhabituels – un travail publié dans la revue *Nature Medicine* en juin. Les personnes touchées sont pour moitié des femmes et un tiers d'entre elles sont des travailleuses du sexe. Les deux tiers des malades ont entre 15 et 30 ans. « Il y a encore des interrogations sur la transmissibilité et la létalité du clade 1b. Même s'il semble plus létal que le clade 1, il va falloir plus de données observationnelles pour conclure », avertit Eric D'Ortenzio, épidémiologiste à l'Agence nationale de recherche sur le sida et les

Une souche transmissible entre humains, notamment par des rapports sexuels, se diffuse dans les pays voisins de la RDC

hépatites maladies infectieuses. Le fait que les populations touchées actuellement soient plus à risque peut être un facteur aggravant. « De même, est-ce que ce clade est plus transmissible ou est-ce que c'est la transmission sexuelle, désormais avérée, qui accélère sa diffusion ? », interroge-t-il.

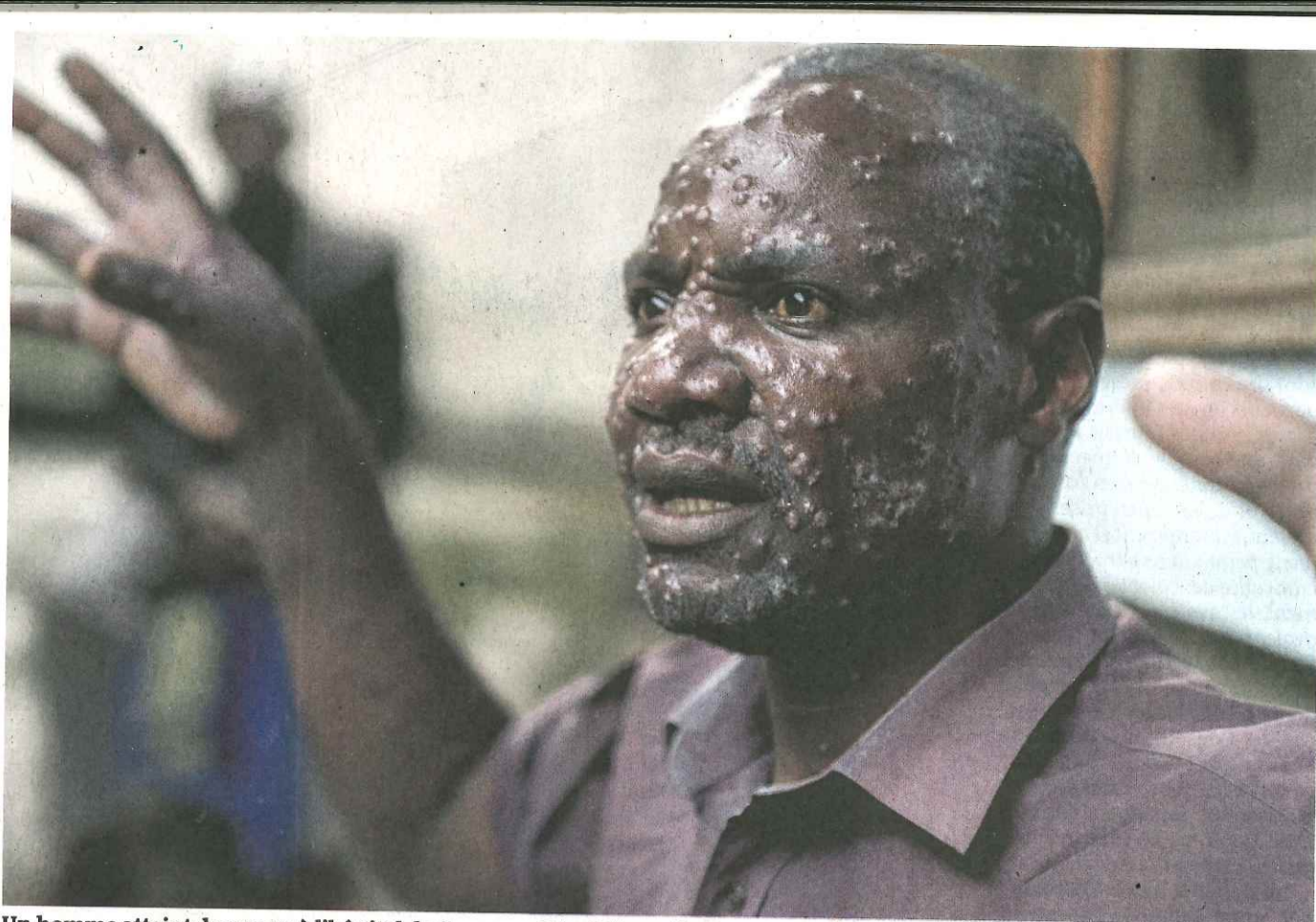
Risque « élevé » de diffusion

Ce qui inquiète aujourd'hui l'OMS, ce sont les nombreux contacts entre l'est de la RDC, où sévit ce nouveau clade, avec les pays voisins, comme le Burundi ou le Rwanda. Avec, en ligne de mire, le risque d'une éventuelle diffusion à l'international. « La vraie crainte est aujourd'hui pour l'Afrique », relève Eric D'Ortenzio. Dans son bulletin du 30 juillet, Africa CDC, l'agence de santé publique de l'Union africaine, a renforcé sa surveillance et déclaré le risque « élevé ». « Mais derrière cette épidémie, le risque de revivre le scénario de 2022 n'est pas écarté, puisque des gens contaminés peuvent voyager en dehors de la RDC », ajoute l'épidémiologiste. L'OMS a pour le moment écarté toute restriction pour les

voyageurs dans les pays concernés. Le 27 juin, la RDC a accordé une autorisation d'urgence pour deux vaccins, celui du laboratoire danois Bavarian Nordic, ainsi que celui développé par le japonais KM Biologics. Les 50 000 doses fournies par les Etats-Unis n'ont pas encore été utilisées. Concernant les traitements, la population ne semble pas avoir accès à l'antiviral tecovirimat, utilisé contre la variole, mais qui a prouvé son efficacité contre le mpox.

« Sans même parler de ces traitements, les malades ont besoin d'une meilleure prise en charge, d'un accès à l'antibiothérapie, à des solutions de réhydratation et à une meilleure prise en charge du VIH », avance Antoine Gessain, qui rappelle que lors de l'épidémie d'Ebola en Guinée, la mise en place de moyens de réanimation classiques avait permis de faire baisser drastiquement la létalité. L'OMS a d'ores et déjà débloqué 1 million de dollars (916 700 euros) pour lutter contre l'épidémie, mais son plan d'action nécessite de trouver 14 millions supplémentaires. ■

DELPHINE ROUCAUTE



Un homme atteint du mpox, à l'hôpital de Goma, en République démocratique du Congo, le 16 juillet. ARLETTE BASHIZI/REUTERS

Les chiens d'avalanche formés à la recherche en éboulements rocheux

Avec la fonte du pergélisol, les chutes de rochers se multiplient pendant l'été, obligeant les secouristes à faire évoluer la formation des chiens

REPORTAGE

LE MONÉTIER-LES-BAINS (HAUTES-ALPES) - envoyée spéciale

Les animaux sont notamment entraînés à la quête : retrouver une victime sans connaître son odeur

« Allez, cherche, cherche ! » Sous un soleil brûlant, Nesti, un berger allemand, parcourt méthodiquement les gravats à la recherche de la « victime » ensevelie. Son maître, Benjamin Perret, secouriste de la compagnie républicaine de sécurité (CRS) Alpes d'Albertville (Savoie), suit de près l'animal, l'observant attentivement. Au bout de quelques minutes de recherche, Nesti marque un endroit, lance un coup d'œil vers son maître et se met à gratter vigoureusement le sol.

« Reprends-le, qu'il ne se fasse pas mal aux pattes ! », lance Fabrice Huot-Marchand, secouriste de la CRS Briançon (Hautes-Alpes), à son collègue. Le berger allemand frétille et aboie, heureux d'avoir accompli sa mission : il a retrouvé la fausse victime, cachée dans une poubelle recouverte de terre et de cailloux.

En ce mois de juillet, une demi-douzaine de chiens, venus de tous les détachements de la CRS Alpes (Grenoble, Albertville, Briançon et Nice), s'entraînent pendant deux journées à la recherche de

victimes dans des éboulements rocheux, aux abords du village du Monétier-les-Bains, à quelques kilomètres de Briançon.

Ces chiens de sauvetage, issus d'élevages spécifiques et généralement de race berger allemand, malinois ou labrador, bénéficient d'une formation de plusieurs mois avant d'intégrer un détachement de la CRS Alpes avec un maître-chien attiré. Les animaux sont entraînés à la quête, c'est-à-dire à retrouver une victime sans connaître son odeur, pour les avalanches en hiver, et au pistage, à savoir chercher une personne disparue à partir de son odeur prélevée sur l'un de ses effets personnels, en toutes saisons.

Mais, depuis quelques années, avec la fonte du pergélisol – ces

terres gelées en permanence et en profondeur représentant environ 10 % des territoires situés à plus de 2 000 mètres d'altitude –, les éboulements rocheux se multiplient en montagne en période estivale, et à des altitudes de plus en plus basses. Pour faire face à ces évolutions, la CRS Alpes a donc décidé d'entraîner les chiens à la quête de victimes dans les éboulements. « On a encore peu de recul sur le sujet, mais on constate empiriquement une réelle augmentation des phénomènes d'éboulement rocheux depuis deux ou trois ans », explique le capitaine de police Nicolas Guiraud, chef du détachement de Briançon. La catastrophe à la Bérarde (Isère), en juin, où les chiens de la CRS Alpes sont intervenus à la recherche de potentielles victimes, a cruellement rappelé cette nouvelle réalité.

Avec une fréquentation de la montagne qui est grimpée en flèche depuis la crise sanitaire, en hiver comme en été, le nombre de victimes potentielles d'un éboulement rocheux a donc, lui aussi, augmenté. « Dans le département des Hautes-Alpes, la CRS Alpes est primo-intervenante en milieu montagneux, en cas d'éboulement rocheux, en alternance avec le

peloton de gendarmerie de haute montagne [le PGHM, qui possède également plusieurs chiens de sauvetage]. Il faut donc que nos chiens soient prêts pour ce genre de situation, si des victimes se trouvent sous l'éboulement », précise le secouriste de la CRS Briançon Fabrice Huot-Marchand, moniteur-instructeur pour la formation des chiens d'avalanche.

Recherche par drone

L'entraînement des chiens de la CRS Alpes pour la quête en éboulement rocheux va donc s'intensifier et devenir systématique à partir de cet été. Former les chiens « permet de compléter toutes nos autres techniques de recherche », explique Nicolas Guiraud. Depuis quelques années, la CRS Alpes intensifie le développement des méthodes numériques pour retrouver les victimes ou les disparus, avec le traçage du signal téléphonique ou des appareils connectés, mais aussi le développement de la recherche par drone. « Les techniques d'enquête numérique permettent par exemple de délimiter la zone de recherche, et on fait ensuite intervenir le chien sur la zone », illustre le capitaine.

Nouvel exercice pour les chiens de sauvetage, cette fois-ci à la

recherche d'une victime cachée dans un éboulement de gros blocs rocheux, à quelques mètres des pistes de ski. Le malinois Djebel, du détachement de Grenoble, trouve sa « victime » en quelques minutes et aboie pour la signaler à son maître. Le labrador Pearl est plus hésitant dans ce paysage inhabituel. L'animal tourne plusieurs fois dans le périmètre de recherche, repère la personne à chercher cachée entre deux rochers, mais il n'arrive pas à aller jusqu'à elle. « Il est stressé par les gros blocs », analyse Thierry Lebon, son maître, secouriste à la CRS Alpes de Grenoble.

« Ils sont moins accoutumés à ces milieux, ils voient bien que ce n'est pas comme d'habitude. » Habitué à repérer l'odeur humaine qui se dégage de sous la neige, les chiens doivent adapter leurs réflexes à ce nouvel environnement. « C'est bien pour eux et important pour nous de voir comment ils réagissent, car chaque chien travaille différemment », souligne Fabrice Huot-Marchand, dont le labrador, Otawa, a, quant à lui, été habitué à évoluer dans les éboulements « dès tout petit ». Les chiens seront de nouveau entraînés à la quête en milieu rocheux cet automne,

pour compléter la formation d'été. Et reprendront aussi leur travail, cet hiver, sur les sommets enneigés des Alpes. ■

RAPHAËLLE LAVOREL

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE EUROPE SA/NV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

CABINET PARIS-BARRE SARL
36 Rue Guillaume le Conquérant
14000 CAEN
RCS: 753 985 126

depuis le 01/01/2019 pour ses activités de : SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ

cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL CABINET PARIS-BARRE.